

Les stratégies des acteurs locaux vers la construction d'un développement territorial durable et solidaire dans le contexte de la mondialisation et des changements globaux*

Angela Duarte D.Ferreira**
Bruno Jean
Almir Rodrigues
Karla Emmanuela

1- Introduction

Cette communication discute l'importance du territoire comme base des actions de développement durable et solidaire constitutif des espaces d'alternativité qui visent à construire un autre modèle de relation des hommes entre eux et avec la nature. Face à la crise sociale et écologique contemporaine, cette communication revêt une importance singulière pour éclairer les débats concernés et pour mesurer le potentiel de changement des pratiques sociales actuelles. Outre une discussion théorique, cette réflexion présente des exemples d'initiatives des acteurs locaux porteuses d'alternatives de développement au Brésil. La démarche proposée ici permet aussi de rediscuter les relations entre le local et le global dans le monde contemporain.

Dans le contexte actuel de la mondialisation et de la reconnaissance de l'importance des changements écologiques globaux qui déterminent les perspectives de

* Communication présentée au Colloque de l'ASRDLF, réalisé à UQUAR, Québec, Canada, du 25 au 27 août 2008, dans le cadre de la thématique « Les ressources, patrimoines ou actifs naturels, culturels, institutionnels et leurs rapports aux territoires et à l'environnement ». Les idées discutées ici et les cas présentés constituent les débuts d'un programme de recherche qui sera réalisé dans le cadre du Doctorat en Environnement et Développement de l'Université Fédérale du Paraná, Brésil, dénommé Changements globaux et durabilité : la construction d'alternativités locales pour faire face à la crise socio-environnementale actuelle.

** Coordonnées des auteurs:

Angela Duarte Damasceno Ferreira- Professeure au Doctorat d'Environnement et Développement de l'Universidade Federal do Paraná, Brésil et du Doctorat de Sociologie de la même université. E-mail: angeladdferreira2@terra.com.br

Bruno Jean- Professeur à L'UQAR, directeur du CRDT du Québec, Canada. E-mail: bruno_jean@uqar.qc.ca

Almir Rodrigues- étudiant au Doctorat en Sociologie, Universidade Federal do Paraná, Brésil. E-mail: filorodrigues@yahoo.com.br

Karla Emmanuela- étudiante au Doctorat en Développement et Environnement, Universidade Federal do Paraná. E-mail: karlaemmanuela@gmail.com

l'avenir de la planète, un courant de pensée économique et sociale a mis l'accent sur les processus sociaux, politiques, économiques et culturels qui se produisent et se diffusent à échelle non locale. La pertinence des approches territoriales a alors été interrogée sur la base des anciens apports de l'économie et des études sur la culture: la théorie de l'échange basée sur l'offre et la demande en situation de concurrence parfaite exclut, par définition, la notion d'espace et les distorsions qu'elle entraîne. L'espace est réduit à un facteur constitutif du coût d'un produit, lequel devient alors fonction de la localisation de l'activité productive que l'on espère optimale du point de vue des termes de l'échange. Dans le paradigme de l'économie classique, le territoire, et surtout les frontières qui dérivent de l'existence des territoires, sont des entraves au bon fonctionnement de l'économie de marché et il faut réduire ces barrières. (Jean, 2008) Dans le domaine de la consommation et de la culture, les théories de la généralisation d'un certain modèle de culture et d'habitudes de vie ont été renouvelées, dans une version plus actuelle des théories de la modernisation. La fin des territoires a été annoncée (Badie, 1996) sous l'argument selon lequel le monde passait d'un monde territorial à un monde de réseaux.

Le même contexte a vu renaître d'anciens débats en Sciences Sociales sur la relation individu-société dans la mesure où le global, la société planétaire se montrait comme dissolvante des pouvoirs et des actions localisées, enracinées dans les spécificités des territoires. D'autres approches, sans ignorer les nouveaux éléments globaux qui se posent comme contraintes et potentialités aux actions locales, ont permis de mettre en lumière les stratégies que les acteurs mettent en œuvre pour construire un développement durable.

Dans la question plus spécifiquement environnementale, le même raisonnement opposait ceux qui clamaient la portée globale des changements climatiques et d'autres modifications des écosystèmes et, dans ce sens, la nécessité d'y faire face à un niveau global et ceux qui, tout en reconnaissant cette dynamique globale et l'urgence des mesures de portée planétaire, prônaient l'efficacité des actions locales, entreprises par des individus dans leurs diverses insertions sociales, pour créer des possibilités concrètes de développement durable qui convergeraient vers la construction d'une autre forme - contre-hégémonique - de relations des hommes entre eux et avec la nature.

Les perspectives qui prennent en compte les processus territorialisés pour comprendre la dynamique de la mondialisation et les effets socio-environnementaux indésirables des actions humaines conduisent à la valorisation des initiatives des acteurs sociaux dans des territoires spécifiques. En même temps, l'interaction entre le global et le local a été reconnue comme constitutive de la société contemporaine dans laquelle l'information et l'appartenance à des réseaux mondialisés n'affaiblissent pas les liens locaux ni le rôle des territoires dans cette société. (Santos, 2007).

Le territoire, vu sous cette perspective, est une autre dimension de l'espace vécu: il sert de puissant référent dans la formation de l'identité individuelle et sociale en se posant comme l'un des piliers structurants de ces identités, les autres étant sans doute les référents familiaux et professionnels et les clivages de classe, race et genre. L'histoire nous montre que ce marquage territorial, s'il est influencé par une certaine

lecture des réalités biophysiques, résulte aussi du volontarisme des collectivités humaines et de ce qu'on appelle aujourd'hui leur « projet de territoire ». Les territoires sont ainsi des entités sociospatiales qui sont en lien avec les activités humaines sur un espace et ils reflètent donc une démarche de construction sociale et politique. (Jean,2008).

Selon Marion GUIGOU, on assisterait ainsi à un processus de fabrication des territoires par des acteurs qui s'y identifient, à une échelle définie non par une instance administrative mais par un projet porté par des acteurs, un processus de fabrication des territoires s'imposant comme une réalité solide qui remplace de plus en plus les régulations étatiques pour « gouverner » la mutation des espaces. Alors « les territoires ne sont plus les cadres où les choses se passent, mais où les choses s'inventent » (Guigou, 2000).

Dans ce sens, la forme « territoire » est bien une modalité émergente d'organisation des acteurs qui interfère puissamment dans les évolutions de la globalisation planétaire. Les actions de développement basées sur le territoire sont souvent créatrices d'alternatives de production, de consommation, de formes de vie quotidiennes d'où a germé l'idée de construire des « espaces de construction de la durabilité » qui peuvent ainsi être appelés des espaces de résistance et de solidarité. Ils sont aussi d'une portée qui dépasse celle du local : les mouvements sociaux, les organisations formelles et informelles, les groupes sociaux en général ont de liens avec d'autres partenaires ayant les mêmes objectifs à travers des réseaux sociaux régionaux, nationaux et internationaux. Nous pouvons donc parler des actions territorialisées qui font face à la mondialisation et aux changements globaux comme un phénomène global. Les exemples analysés ici, issus de différentes régions du Brésil, en témoignent.

2- Une autre mondialisation et le rôle des territoires

Ainsi, nous vivons des temps complexes, temps de crises, provoqués par les grandes questions environnementales et par les grands problèmes sociaux qui se sont avérés évidents sur toute la planète. Le débat sur les possibilités de résistance et de construction d'autres sociabilités sur des territoires spécifiques, mais qui peuvent acquérir une portée mondiale, s'avère fondamental pour la pensée des Sciences Sociales et pour les actions des acteurs qui y sont impliqués. D'autant plus que ce débat, déjà entamé par la pensée sociale contemporaine, met en valeur les aspects alternatifs des expériences déjà en cours dans le monde : ce sont des expériences marquées en général par des logiques qui ne sont pas celles centrées sur la productivité, sur la compétitivité, sur le contrôle de la nature et sur l'usage non restreint qu'on en fait en tant que ressource ; les principes de solidarité et de coopération sont la base de leur démarche, leur étendard . Ces différents mouvements et processus sociaux ont comme trait commun la capacité de mettre en œuvre des pratiques différentes de celles qui sont hégémoniques et qui, dans ce sens, peuvent être vues comme potentiellement constructrices d'alternativités. On pourrait les appeler pratiques de résistance,

amplement ancrées dans les territoires locaux, mais mises en connexion par des réseaux qui leur confèrent une dimension mondiale. On en parle comme un processus de mondialisation solidaire (Santos : 2005), d'une mondialisation contre-hégémonique, d'une mondialisation alternative (Souza Santos : 2007), d'une autre mondialisation (plusieurs, d'entre eux Gendron : 2007 et Fontan : 2007).

Il y a de nombreux cas qui présentent une telle potentialité en cours au Brésil et dans le monde. Au Brésil, nous pourrions citer des exemples ruraux, où l'idée de durabilité est étroitement liée à celle de construction d'alternatives : la construction de formes alternatives d'*assentamentos*¹ du Mouvement des Travailleurs sans Terre du Brésil ; des agriculteurs et des agricultrices qui ont entamé une transition vers des formes agroécologiques de production, même sans le soutien de politiques agricoles publiques ; la formation du réseau Ecovida de certification participative de la production agroécologique, s'oppose aux systèmes institutionnalisés – et chers – de certification de la production agricole non conventionnelle ; les divers processus de *mutirões* (groupes d'entraide, de travail collectif gratuit, présupposant la réciprocité), réinventés pour le travail collectif de récupération des ressources dégradées ou rares ; les différentes formes d'économie solidaire qui contribuèrent à viabiliser l'établissement d'agriculteurs familiaux ; l'appropriation des traditions *quilombolas* (descendants d'esclaves) pour les intégrer dans les mécanismes de l'économie solidaire, etc.

S'ils constituent des cas isolés, ils n'en présentent pas moins une richesse de possibilités qui ne sont pas perçues pour la seule raison de ne pas être reconnues par les rationalités dominantes. Comme Souza Santos le discute bien, les luttes, les mouvements, les initiatives alternatives existant dans différents pays sont rejetés et traités comme étant peu importants parce qu'ils ne présentent pas, apparemment, une alternative crédible au modèle hégémonique de développement.

L'idée de territoire est importante pour la reconnaissance de ces expériences et pour leur structuration et elle se trouve au sein des interrelations et des tensions entre le local et le global et à la base de la mondialisation alternative. On l'a généralement utilisée pour comprendre les relations de pouvoir qui s'exercent dans des domaines déterminés à partir de l'action des sujets sociaux qui lui prêtent vie. Mais la notion de pouvoir, c'est-à-dire la perspective d'exercer son pouvoir sur quelque chose ou sur quelqu'un n'est pas l'attribut unique et exclusif de l'État. C'est à partir de cette compréhension que Raffestin (1993) redéfinira la catégorie territoire, lui attribuant une valeur spéciale qui est construite et déterminée *par et à partir de* relations de pouvoir.

Focalisant cette question, de nombreuses études cherchèrent à comprendre les actions et les situations d'identité territorialisées. Dans ces études, le territoire est compris à partir des identités qui se manifestent en tant que valeur différenciée du reste, soit par option culturelle, religieuse, ethnique ou générationnelle, ou encore, par une histoire commune d'occupation articulée à un projet commun d'appropriation. L'idée

¹ Un ensemble d'exploitations agricoles constituées en terres issues d'un processus de Réforme Agraire. Généralement les terres recouvraient une grande surface à l'origine et elles furent parcellisées et réparties entre les travailleurs qui les ont occupées et qui appartiennent à un mouvement social de lutte pour la Réforme Agraire dont le plus important au Brésil est le Mouvement des travailleurs (paysans) sans terre.

d'appropriation est toujours présente. Il s'agit d'une manifestation qui se cristallise sur l'espace à partir de l'occupation déterminée d'un lieu. Les groupes tendent à s'affirmer dans l'« espace » au moyen de l'identité et de l'existence singulière du quotidien, avec les relations sociales de solidarité, de conflit et de convivialité qu'ils y établissent.

Dans ce sens, pour parler de territoire, Milton Santos se sert du complément « utilisé » : le territoire utilisé est l'espace approprié par la société, par quelques-uns de ses groupes sociaux, ce qui est concret et palpable et qui correspond aux phénomènes sociaux cristallisés sur l'espace. Ainsi, *le territoire n'est pas seulement l'ensemble des systèmes naturels et des systèmes de choses superposées ; le territoire doit être compris comme le territoire utilisé, non pas comme le territoire en soi. Le territoire utilisé est le sol plus l'identité. L'identité est le sentiment d'appartenir à ce qui nous appartient. Le territoire est le fondement du travail, le lieu de résidence, des échanges matériels et spirituels et de l'exercice de la vie.* (Santos, 2006 : 14).

Il s'agit, par conséquent, de systèmes en relation ou en interaction et ceci se produit à différentes échelles spatiales, soit dans le local le plus proche, tels que les rapports de voisinage, soit entre les États-Nation. Les différentes échelles et temporalités sont déterminées par les flux d'informations et les stratégies de communication et d'effectivité qu'atteignent les relations sociales, par la médiation de disputes et de pouvoirs. D'après Milton Santos, ce seront toute la dynamique et le progrès technique dû aux nouvelles relations mondialisées qui vont recréer l'espace (actuel). Mais tout le changement sera concretisé **dans le territoire** et ce territoire pourra devenir un lieu de résistance et d'alternativité aux processus globaux d'autant plus qu'il sera plus proche du quotidien et des personnes : si les processus globaux sont hégémoniques et homogénéisants, le territoire est le fruit des relations de convivialité quotidienne et des liens de solidarité qui s'établissent progressivement en tant que possibilité de la reproduction sociale de la vie même.

En partant de ces approches théoriques, nous pouvons identifier quelques éléments de la richesse des processus qui sont en cours au Brésil.

3- Territoire et alternativité : l'expérience du Mouvement des Travailleurs sans Terre au Brésil

Le Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre du Brésil surgit au milieu des années 1980 en tant que résultat de la recrudescence des mobilisations des travailleurs/ses dans les campagnes à la fin de la décennie antérieure. Sa principale revendication, c'est la démocratisation de l'accès à la terre. À partir des années 1990, elle sera comprise en tant qu'accès à la terre et aux ressources naturelles, ce qui est dû à l'influence des questions et des préoccupations d'ordre environnemental qui surgirent à cette époque-là.

Une vaste littérature brésilienne et internationale analyse ce mouvement et les *assentamentos* de la Réforme Agraire et arrive à des conclusions positives relatives à

ses conquêtes. La plupart des ouvrages montre les effets qu'il exerce sur la conquête des droits sociaux fondamentaux, l'éducation politique et d'autres biens et services liés à la citoyenneté, de même que ses implications positives pour le développement local.

Comme les mouvements de lutte pour la terre qui le précédèrent, le Mouvement des sans-terre a dénoncé les bases historiques qui menèrent la paysannerie brésilienne à l'exclusion sociale, posant l'idéaire de la réforme agraire comme possibilité de développement économique de la nation. Outre toute la problématique posée encore par la question foncière et par la violence dans les campagnes brésiliennes, le mouvement a réussi, au cours des 24 dernières années, la mise en place de nombreux *assentamentos* ruraux. Bien que situés dans des régions où dans la plupart des cas les terres sont dégradées ou impropres à la culture, loin des grands centres de consommation, d'un accès difficile², les *assentamentos* ont été l'expression concrète de la territorialisation de la lutte paysanne défendue par le mouvement en tant qu'alternative au modèle hégémonique de possession de la terre et d'agriculture. À l'origine, la lutte pour la terre s'appuyait sur les exigences immédiates de la paysannerie expropriée et elle fortifiait, de ce fait, le sentiment et la nécessité de la réforme agraire. À mesure qu'elle augmente, son influence atteint les travailleurs/ses/, les chômeurs/ses des régions périphériques des centres urbains, la plupart étant des enfants de paysans et de travailleurs sans terre qui sont issus du milieu rural et n'ont jamais eu un accès véritable aux villes.

La possession de terre et la mise en place d'*assentamentos* ruraux fait partie de ce processus de lutte. Elles représentent plus que la conquête du droit d'exploration du sol, elles symbolisent toute une possibilité de la constitution d'un autre mode de vie en contreposition à une agriculture dégradante du point de vue socio-environnemental et au manque de qualité de vie dans les milieux urbains, pour une population apauvrie. D'après le Mouvement des sans terre, les *assentamentos* signifient une alternative sociétaire visant la constitution de territoires libres du capital. C'est-à-dire d'espaces sociétaires dans lesquels leur organisation physique et sociale est basée sur l'aide mutuelle et sur la coopération au détriment de l'exploitation du travail salarié. La terre signifie plus que le revenu, elle signifie travail et reproduction sociale. C'est pourquoi l'un des premiers mots d'ordre est : *Terre pour ceux qui y travaillent*. L'utopie de la résistance au capital se territorialise et les pratiques et les projets alternatifs trouvent dans ces espaces le lieu de leur essai et de leur effectivation, même si ce n'est que de façon partielle.

Ainsi le territoire des sans terre se (re)construit progressivement, d'abord dans les *acampamentos*³ ensuite dans les *pré-assentamentos*⁴ et finalement dans les

² D'après les données du MDA/INCRA, plus de 50% des *assentamentos* sont situés dans les régions Nord-Nordest, en grande partie privées des conditions d'infrastructure de base et encore dans des régions de frontière agricole, particulièrement dans la région Nord.

³ Le Mouvement a comme pratique l'occupation de terres non productives. Après l'ordre judiciaire ou l'action de la police, ils sortent des terres occupés et organisent un campement pour continuer la lutte politique. Dans ces campements, ils ont tout un train de vie qui se constitue, un quotidien où chacun à son rôle et ses devoirs.

assentamentos. On estime qu'il y a aujourd'hui plus de 350.000 familles installées dans des *assentamentos*, c'est-à-dire qui sont territorialisées par la lutte du mouvement⁵. Cette situation de retour à la terre peut être comprise comme la contreposition à la déterritorialisation de la paysannerie brésilienne (MANÇANO, 1996 ; HORA, 2003), une paysannerie en grande partie errante, en permanente migration⁶, étant donnée la précarité de son accès à la terre et aux moyens de production.

Pour être conquis, se consolider et s'agrandir, ces nouveaux territoires doivent établir des rapports de solidarité locale et d'alliances externes à un niveau mondial. Ainsi le mouvement de la lutte pour la terre s'organise dans des réseaux d'action sociale à différents niveaux scalaires, rendant viables politiquement la reconstruction et la domination du territoire exproprié.

La lutte se produit sur place, même si les processus qu'ils combattent ont leurs origine dans les logiques successives de l'insertion du Brésil dans l'économie mondiale et dans les logiques de développement qui configurèrent les modèles fonciers, agricoles et environnementaux du rural brésilien. Par conséquent, c'est sur le territoire que se construisent la résistance à l'expulsion et les processus d'inclusion contre-hégémoniques. Le territoire se définit et se redéfinit dans cette lutte qui se produit localement, provoquée par les sans terre et les *assentados*, mais qui parallèlement, se produit dans des instances nationales et mondiales grâce à la lutte sociale plus générale. C'est cette relation de résistance locale et de combat mondial qui confère au mouvement la perspective d'une création utopique de 'territoires d'émancipation', qui signifient liberté au-delà de l'exploitation du travail, de l'homme et de la femme et des ressources naturelles.

La littérature qui critique les formes de participation et d'organisation de ce mouvement est aussi très vaste, la plupart des ouvrages alléguant des restrictions à la démocratie interne du mouvement et des *assentamentos*, principalement, ceux qui sont liés à la mise en place du système de production collective dans les *assentamentos*. Dans les années 1990, la crise des Cooperativas de Produção Agrícola [Coopératives de Production Agricole], qui fonctionnaient comme des collectifs complets- c'est-à-dire, où se produisait la collectivisation de la terre, du capital et du travail - a fait en sorte

⁴ Les *pré-assentamentos* se constituent sur des surfaces où le processus d'expropriation s'est déjà effectué, mais où la mise en place des *assentamentos* est encore à faire, c'est-à-dire où manquent encore la définition finale de la liste des bénéficiaires, la création officielle du Projet d'*Assentamento*, la disponibilisation des premiers crédits (crédit-installation) (HORA, 2003).

⁵ D'après MDA/INCRA, en 2006, il existait environ 700.000 familles installées dans des *assentamentos* occupant environ 32 millions d'hectares, des nombres qui se sont certainement accrus aujourd'hui, vu que de nouveaux *assentamentos* ont été organisés.

⁶ Selon Maria de Nazareth Baudel Wanderley, cette condition, déjà assez connue des chercheurs du rural brésilien, a surpris et a été signalée par la professeure Nicole Eisner (Université de Paris X – Nanterre) pendant sa visite au Brésil en tant que chercheuse du projet Agriculture familiale (CAPES-COFECUB, 1990-1995). Elle a manifesté son étonnement en employant une expression qui montrait clairement le profil de la paysannerie brésilienne de même que des travailleurs pauvres en général : « Mais c'est un pays de gents errantes ! »

que le propre mouvement ait refait son analyse en ce qui concerne la collectivisation dans les *assentamentos*.

Parmi les différents changements engendrés pendant cette période, il y en a deux qu'il convient de mettre en évidence. Le premier se réfère à la conception d'*assentamento* à être effectué en tenant compte des formes d'organisation de l'habitation, du travail et de la production, en particulier des nouvelles formes de possession de la terre. Le deuxième changement se réfère à la nécessité de comprendre culturellement le sujet social en formation dans ces nouveaux territoires. Pour ce faire, le thème de la participation politique et culturelle, y compris l'accès à une éducation de qualité revient de plus en plus fréquemment. Au sein de la structure organisationnelle une nouvelle proposition de démocratie participative est en cours – due aux formes de participation directe des *assentados* dans les instances de coordination et dans les noyaux de familles de chaque *assentamento*⁷.

La combinaison de ces deux aspects – nouvelle forme d'*assentamento* avec l'augmentation de la participation – présente comme perspective non seulement l'idée des 'territoires libres de capital' mais aussi celle de la construction d'espaces alternatifs et de résistance locale. Le nouveau modèle approuvé maintenant privilégie :

- a) la construction de nouvelles sociabilités dans ces régions à partir de l'approximation des habitations. Ce nouveau 'modèle' cherchait à organiser les familles en noyaux par affinités – soit par rapport à la production ou à la consanguinité. Chaque noyau devrait comporter de cinq à dix familles. Et les familles de ces noyaux devraient, de préférence, habiter l'une près de l'autre.
- b) La disposition des lots ruraux devraient tenir compte des aspects environnementaux, fournis par la fertilité des sols, l'aptitude agricole, la préservation des ressources naturelles, la récupération des sols et, surtout, par la possibilité d'articulation entre la terre où l'on travaille et la terre où l'on habite. La réorganisation des *assentamentos* inclut aussi la perspective de la construction d'un autre modèle agricole, appuyée par la promesse de l'agroécologie en tant que système et forme de production et de vie.
- c) Les habitations seraient disposées à proximité l'une de l'autre, en formes circulaires. Au centre de ce cercle, on installerait tous les équipements collectifs sociaux et productifs, tels que : centre communautaire, hangar, terrain de sports, etc. Chaque noyau aurait alors un espace de vie communautaire et de socialisation des tâches, combattant ainsi les formes d'habitations isolées (Concrab, 1998). Ce dessin fut communément connu comme noyaux

⁷ Un débat très utile qui s'est manifesté dans ces « espaces » de résistance locale, c'est la perspective de la construction du pouvoir à partir d'en-bas, de ce fait les formes de participation sociale et de prise de décision par tous et toutes ou à partir des minoritaires exclues se radicalisent. (Cf. RAUBER, Isabel (2003a) et (2003b). Le Mouvement des sans terre se considère comme un protagoniste dans ce domaine, principalement pour ce qui touche à la participation sociale dans les *assentamentos*, bien que de nombreux problèmes persistent encore sur place.

d'habitation, les agriculteurs/trices appelèrent le dessin de ces noyaux *roues de charrettes* ou *roues de bicyclettes*.

En essayant de consolider une telle proposition, on a mis en œuvre et consolidé différentes expériences. À l'époque, les politiques publiques de mise en place des *assentamentos* en vinrent à exiger l'élaboration des *Planos de Desenvolvimento dos Assentamentos* (Plans de Développement des *Assentamentos*) comme condition première pour la mise en place de l'*assentamento*. C'est-à-dire que tout le procès de parcellisation] et de libération des crédits se faisait par la médiation de ce plan. Dans un premier temps, un tel plan était élaboré par le propre organe responsable de la réforme agraire – le INCRA – Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária [Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire] et par la suite par des agences de vulgarisation technique, des ONG et des universités. Le mouvement des sans terre réalisa alors différents partenariats avec les entités qui élaborèrent les PDA en influençant l'élaboration et la configuration des Plans. En 2000, l'expérience d'organisation et de planning environnemental et territorial du PA (Projeto de Assentamento – Projet d'*Assentamento*) Canudos dans l'État de Goiás est devenue une référence pour cette nouvelle proposition en cours⁸. Le planning réalisé eut pour résultat la reconfiguration du territoire permettant ainsi le rapprochement des habitations et des unités de production familiale. Des concepts tels que conservation des ressources naturelles et mise en place des infrastructures sociale et productive balisèrent les débats avec les familles installées sur les *assentamentos*. Le thème environnemental prend forme graduellement dans les nouvelles propositions d'organisation des *assentamentos*, le planning ayant pris comme unité de mesure les micro-bassins et ceci sur des surfaces dont le milieu physique est caractérisé par l'existence d'un réseau hydrique. C'est ce 'modèle' qui fut développé et appliqué, spécifiquement, dans le PA Canudos.

De nombreuses autres expériences de planning et d'organisation participatifs des *assentamentos* ont été mises en œuvre dans les États du Maranhão, du Ceará, de Rio de Janeiro, de Minas Gerais, du Paraná, de Santa Catarina, de São Paulo, du Tocantins, de la Paraíba, d'Alagoas, de Sergipe à partir du milieu des années 2000 (CORTEZ et HORA, 2006a).

Il est important de mettre en évidence que la mise en place d'*assentamentos* passe par conséquent par un redimensionnement dans lequel, outre les questions organisationnelles et participatives, on privilégie les aspects de protection de l'environnement. Si au début le débat environnemental peut rendre difficile une telle mise en place, il procure un nouvel espace, on pourrait dire un nouveau territoire de lutte et de résistance pour la consolidation et l'expansion d'autres *assentamentos* de la réforme agraire. La lutte environnementale est reconstruite et territorialisée dans la

⁸ PA Canudos fut créé en 2000. C'est une surface de quasi 13.000 hectares et de 253 familles *assentadas*. La réalisation du planning se basa sur la proposition d'élaboration d'un plan environnemental, vu que la surface comportait une *Reserva de Preservação do Patrimônio Natural* (RPPN) [Réserve de Préservation du Patrimoine Naturel] (Cf. HORA, 2003).

réforme agraire par l'action et le développement de l'agroécologie, la reproduction des semences indigènes et la défense des formes et des modes de vie de la paysannerie brésilienne. Elle permet en même temps des alliances locales telles que les réseaux agroécologiques, et globales, avec la lutte pour la préservation et pour la conservation environnementales.

Elle est intéressante, cette dynamique entre le local et le global, entre la reconstruction du territoire et l'insertion dans des luttes générales et mondialisées. Si d'un côté, il y a un effort de construire des territoires alternatifs en tant que résistance locale, de l'autre côté, des thèmes tels que la campagne pour les limites maximums de la propriété et la lutte contre les transgéniques, entre autres, composent l'ensemble des étendards de la lutte aussi bien au niveau national qu'au niveau mondial. Pour fortifier et articuler cet agenda politique et social, le mouvement des sans terre s'insère aussi dans différents réseaux populaires de résistance mondiale et de luttes contre-hégémoniques, sa participation à la Via Campesina Internacional et de sa présence aux Forums Sociaux Mondiaux en sont des exemples.

Plusieurs aspects du territoire sont (re)pensés à partir de la production agroécologique, de nouvelles relations sociétaires et de nouveaux modes de vie, de la recomposition de la famille sous une nouvelle focalisation de genre et de génération, mais surtout grâce à la stimulation de la participation sociale de tous. La paysannerie, même celle qui avait déjà passé par une expérience d'urbanisation, est reconstruite dans ce territoire de luttes et de conquêtes. Ainsi des espaces d'alternativité sont en train d'être construits sur place et deviennent des phénomènes mondiaux grâce à des réseaux mondialisés d'articulation populaire.

4- COOPERAFLORESTA : recréant la production et la vie quotidienne à travers des systèmes agroforestiers

Beaucoup d'autres expériences que nous appelons *alternativités* sont en train d'être développées au Brésil et dans d'autres pays. L'analyse de quelques-unes d'entre elles (SOUSA SANTOS, 2007) démontra l'importance du territoire local pour l'organisation de formes alternatives de reproduction sociale, de participation et de protection de l'environnement. Nous avons sélectionné ici un autre exemple de ce genre d'expérience au Brésil – le cas d'une coopérative qui se consacre à la récupération de l'environnement local et à la viabilisation d'établissements de petits agriculteurs familiaux de l'une des régions les plus pauvres du sud-est et du sud du pays : le Vale da Ribeira, situé dans le sud de l'État de São Paulo, à la frontière de l'État du Paraná.

Dans la commune de Barra do Turvo – SP, dans le vale da Ribeira, dans le sud de l'État de São Paulo, des communautés d'agriculteurs en vinrent à adopter, comme base technologique, les principes de l'agroécologie, tel que le développement de systèmes agroforestiers. Ils s'organisent donc pour former une coopérative - la COOPERAFLORESTA (Associação dos Agricultores Agroflorestais do Turvo – SP et

Adrianópolis – PR – Association des agriculteurs agroforestiers du Turvo – SP et d'Adrianópolis – PR). Fondée en 2003, elle réunit plus de 70 familles d'agriculteurs familiaux qui ont pour objectif l'inclusion sociale des associés et la récupération environnementale du territoire local au moyen de la valorisation des ressources des agriculteurs familiaux eux-mêmes.

La région du Vale da Ribeira, aussi bien dans l'État de São Paulo que dans celui du Paraná est caractérisée par un faible développement socio-économique, ce qui est explicité par les bas Índices de Desenvolvimento Humano [Indices de développement humain] de ces deux États. À partir d'un processus de réorganisation du système productif et de changements qui se sont produits dans les socialibilités, ces communautés de la Barra do Turvo réussirent à garantir leur subsistance et à améliorer considérablement la qualité de leur vie. Pour ce qui est de l'aspect productif, l'adoption des SAF (systèmes agroforestiers), n'a été rendue possible que par la reprise d'actions de solidarité entre les familles d'agriculteurs telles que la réorganisation du travail en *mutirões*⁹ et l'organisation d'instances de discussion et d'organisation communautaires. Cette expérience modifie les relations de sociabilité des familles et elle favorise également la reprise d'une relation d'intégration dans la nature, une espèce de *conscience écologique* qui est due à la pratique de nouvelles formes de production et de la manière de traiter la terre et les ressources naturelles. Ce processus se manifeste dans le discours de l'un des membres de la COOPERAFLORESTA qui rappelle la pratique utilisée auparavant, une pratique qui agressait la nature, et, de ce fait, les agressait eux aussi :

Il y avait une époque où nous avions très peu d'eau, nous abattions les arbres, nous brûlions les cultures et nous plantions près de la source, donc un hiver, la source s'est tarie. Ensuite, comme on a planté l'agroforêt sur cette surface, les bananiers et les arbres ont commencé à attirer l'eau et l'ont fait jaillir ; aujourd'hui, Dieu soit loué, nous avons de nouveau de l'eau de la source, c'est l'une des choses les plus importantes que l'agroforêt nous a montré ! (*in* : POUBEL, 2008, p. 95)

Ce qui est mis en évidence ici, en ce qui concerne l'intérêt pour les processus de récupération des surfaces dégradées, c'est une quête de la qualité de la vie et de la santé socio-environnementale. Ces communautés se rendent compte que quelques-unes des actions traditionnelles qu'on utilisait dans la production agricole impliquaient des impacts négatifs sur leur vie, particulièrement à cause de l'usage de la « *coivara* » - essartage – abattis et brûlis (système agricole qui était couramment utilisé dans la région et qui consistait à abattre et à brûler les forêts). Ce système est remplacé par les SAF et une conception de l'agroécologie. Cette transition permet un changement d'attitude par rapport à la production, elle permet en même temps une relecture morale de la situation de ces familles en tant qu'agriculteurs, vu qu'ils en viennent à adopter des pratiques « légales » en accord avec les lois environnementales en vigueur (qui interdisent la pratique de l'essartage). Un fait notable, c'est que l'abandon de pratiques

⁹ Mutirão: travail collectif gratuit visant à aider la réalisation de tâches agricoles ou non agricoles dans l'intérêt d'une famille ou dans un intérêt communautaire. L'aide apportée à une famille présuppose généralement la réciprocité]

agricoles traditionnelles ne les a pas amenés à adopter des pratiques agricoles modernes (liées à l'industrialisation de l'agriculture) : au contraire, ils ont choisi de procéder à une conversion radicale à l'agroécologie en suivant l'orientation d'une Association régionale (ONG) liée à ce genre d'agriculture.

Le *mutirão* a eu pour résultat un double bénéfice : d'un côté, c'est une forme de garantir un supplément de force de travail, de l'autre, il reprend des principes de solidarité au sein de ces communautés et permet la formation d'autres réseaux d'entraide fondamentaux pour l'organisation des pratiques agroforestières. Cependant le *mutirão* constitue une stratégie qui leur fit dépasser les limites de la communauté : il offrit à ses membres la possibilité de s'intégrer dans des réseaux plus amples de production agroécologique, dans le commerce direct de produits organiques, dans l'échange d'expériences technologiques et organisationnelles, dans les formes participatives de certification, entre autres. À cet effet, Poubel (2008, p. 87) souligne que :

L'association des agriculteurs de Barra do Turvo travaillent de façon à fortifier la pratique et la connaissance des systèmes agroforestiers et les relations internes entre les familles concernées. Au sein de l'association, on forme des agents multiplicateurs qui ont participé à des rencontres d'agroécologie et à des cours dans d'autres États. Il y a des réunions hebdomadaires des conseillers choisis par l'association et des *mutirões* dans lesquels les agriculteurs profitent aussi bien de la force de travail des compagnons que de la connaissance qu'ils échangent en présence des agents multiplicateurs. Ces *mutirões* servent encore à effectuer la certification participative établie, par laquelle les agriculteurs procèdent à une inspection interne mutuelle pour garantir que la culture des aliments soit vraiment écologique et de qualité, sans l'usage de brûlis ou de produits chimiques.

Le *mutirão* recréé peut être vu comme l'une des expressions de la solidarité – identifiée ici comme une aide mutuelle¹⁰ – qui, à son tour, se caractérise par la construction de réseaux communautaires privilégiant les processus de compagnonnage et de bonne convivialité, une forme de maximalisation du capital social communautaire et inter-communautaire. Ceci ne signifie pas que le conflit soit éliminé. Ce qui est important, c'est que l'idéaire de solidarité se présente comme une base alternative pour que le développement soit conçu à partir de la re-signification des réseaux sociaux, potentialisant les espaces de compagnonnage, d'aide mutuelle, de collaboration, de coopération, non seulement entre les personnes ou les groupes sociaux, mais aussi dans la relation de l'être humain avec la nature. Ces processus immatériels comptent parmi les principaux aspects du territoire qui permettent le développement local, ce qui ne signifie pas que son amplitude se limite aux communautés dans lesquelles ils s'organisent. Ceci est dû au fait que les actions de la COOPERAFORESTA ne se restreignent pas aux territoires locaux, mais étendent leurs frontières à travers des

¹⁰ L'idée de solidarité est identifiée ici comme une aide mutuelle. On peut la comprendre de différentes manières desquelles on retient celle de Antônio Cândido (2001, p. 89), quand il analyse les formes de solidarité dans la communauté d'agriculteurs, dans son œuvre *Os Parceiros do Rio Bonito [Les partenaires du Rio Bonito]*. On y lit : « la nécessité d'aide, imposée par la technique agricole et par sa rétribution automatique, déterminait la formation d'un vaste réseau de relations, liant les habitants du groupe de voisinage les uns aux autres et contribuant à leur unité structurale et fonctionnelle ».

processus d'échange avec d'autres organisations, dans le but d'échanger des expériences techniques et organisationnelles et d'action politique. En voici un exemple parmi d'autres :

- Movimento do Mutirão Agroflorestal [Mouvement du *Mutirão* Agroforestier] (qui réunit différentes communautés et organisations d'agriculteurs de différents États du Brésil depuis 1996) qui développe des expériences de maniement agroforestier, l'intégration de connaissances et l'évaluation de l'usage des techniques.
- Rede Ecovida de Agroecologia [Réseau Ecovida d'agroécologie] (qui réunit des agriculteurs, des ONG et des coopératives de consommateurs dans différents noyaux de la région sud) qui promeut la construction de la certification participative¹¹ de ses produits.
- AOPA (Associação de Agricultura Orgânica do Paraná – Association d'agriculture organique du Paraná) – fondée en 1995) qui favorise l'intégration dans la production et dans la commercialisation, non seulement sur des marchés de produits organiques à Curitiba et environs, mais qui permet l'accès aux réseaux de commercialisation dans d'autres États.
- Projeto Iguatu [Projet Igautu]¹² (financé par la Petrobrás-Empresa Brasileira de Petróleo [Entreprise brésilienne de pétrole] qui rend viables et qualifie les actions agroforestières et qui a pour but de « réaliser des actions de formation et de capacitation visant à la récupération et à la conservation environnementales et à l'amélioration de la qualité de la vie de ces communautés » (PETROBRÁS, 2008).

Par l'intermédiaire de quelques-uns de ces réseaux, les participants du *mutirão* se virent promus à participer à une discussion sur des questions de la mondialisation – ce fut le cas de la participation de la Rede Ecovida aux Forums sociaux mondiaux.

Le rattachement à la COOPERAFORESTA commence à permettre aux agriculteurs de ces communautés la reconstruction de leur vie dans ses divers aspects – économiques, politiques, sociaux, culturels, environnementaux. La logique qu'ils

¹¹ La certification participative organisée par la Rede Ecovida de Agroecologia « est un système solidaire de génération de crédibilité, où l'élaboration et la vérification des normes de production écologique sont réalisées avec la participation effective d'agriculteurs et de consommateurs, visant au perfectionnement constant et au respect des caractéristiques de chaque réalité. Le sceau Ecovida est obtenu après une série de procédés développés au sein de chaque noyau régional. C'est là que se font l'affiliation à la Rede, l'échange d'expériences et la vérification du Conselho de Ética [Conseil d'éthique]. La certification participative est une forme différente de certification qui non seulement garantit la qualité du produit écologique, mais permet aussi le respect et la valorisation de la culture locale en rapprochant les agriculteurs et les consommateurs et en construisant un réseau qui réunit des initiatives de différentes régions » (REDE ECOVIDA, 2008).

¹² Le projet Iguatu « résulte de l'action et de l'articulation de six organisations : Cooperativa Central de Reforma Agrária do Paraná (CCA) – [Coopérative centrale de réforme agraire du Paraná], Federação dos Agricultores da Agricultura Familiar da Região Sul (FETRAF/SUL) [Fédération des agriculteurs de l'agriculture familiale de la Région Sud], Associação dos Agricultores Agroflorestais de Barra do Turvo (COOPERAFORESTA) [Association des agriculteurs agroforestiers de Barra do Turvo], Centro Nacional de Pesquisa em Florestas (Emparapa Florestal) [Centre national de recherche en forêts] et Universidade Federal do Paraná (UFPR) [Université Fédérale du Paraná] » (PETROBRÁS, 2008).

acquièrent est plus ample et ne se restreint pas à la dimension économique de la production :

Sidnei raconte qu'au début son intention avait été de pouvoir obtenir un bénéfice financier plus grand qu'il n'en avait tiré, mais qu'aujourd'hui il concentre son attention sur sa subsistance alimentaire saine, comportant une variété d'aliments organiques, sur son eau et sur le milieu bien conservé et sur son avenir financier assuré par la grande quantité d'espèces qu'on y plante, qui fructifieront au cours des années de façon permanente selon une tendance d'amélioration de la qualité de la terre et, par conséquent, de la qualité de la vie. Sidnei voit aujourd'hui augmenter la solution à son insécurité par la reforestation autour de sa maison (POUBEL, 2008, p. 100).

Les agriculteurs des communautés de la Barra do Turvo – SP rattachés à la coopérative sont ainsi en train de redéfinir leurs stratégies et leurs pratiques d'organisation et de construire leur propre existence d'alternativité, ils voient eux-mêmes que les effets qu'elles provoquent dépassent amplement le territoire local :

« Ce travail agroforestier, c'est apprendre à vivre avec la nature, contribuer à ce qu'elle puisse être cette mère-nature dont nous avons tant besoin ; contribuer à ce qu'elle nous fournisse de l'eau, de l'oxygène, de la santé pour tous, car ce n'est pas seulement nous qui avons besoin de cette forêt, mais tous ceux qui vivent sur la face de cette terre » (Sezefredo – Sítio Santa Ana Rosa. In : REPORTECO,2008).

5- Questions à être discutées : alternativités en construction ?

Comme on peut en inférer des expériences que nous avons rapportées, les territoires ruraux peuvent se constituer en espaces de résistance et de création de mouvements innovateurs. Le territoire en vient à créer des utopies, dans le sens de la re-construction de la société par la résistance sociale et la participation solidaire. Bien que les expériences qu'il abrite ne soient pas empreintes d'un caractère anticapitaliste ou qu'elles n'aient pas explicitement un caractère émancipateur, elles créent un lien identitaire très fort, ce qui en soi seul émerge en tant que possibilité de construire un nouvel ordre social et environnemental. D'autant plus si, comme le dit Boaventura Sousa Santos, on ne les gaspillera pas par ceux qui proclament

« qu'il n'y a pas d'alternative, que l'histoire est arrivée à son terme. Pour mettre fin au gaspillage, il faut conférer de la visibilité à de tels mouvements et initiatives et leur accorder crédibilité, il faut que nous proposons une nouvelle rationalité que nous proposons être la *rationalité cosmopolite* qui devra favoriser l'expansion du présent et le rétrécissement de l'avenir. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de créer l'espace-temps nécessaire pour connaître et valoriser l'expérience sociale inépuisable qui est en cours dans le monde aujourd'hui. » (Sousa Santos : 2007, p. 21)

Ainsi, il sera possible de surmonter la rationalité dominante qui réduit le temps présent à un « instant fugace entre ce qui fut et ce qui sera » (Sousa Santos :2007,p.22). Toutes sont remises en question quant à leur capacité de se généraliser, d'atteindre le global et

de dépasser le local. Pour leur attribuer de la valeur, il faut qu'elles soient considérées comme étant capables de devenir un modèle qui remplacera le modèle actuel de développement.

« La conception du présent cache ainsi la grande partie de la richesse inépuisable des expériences sociales du monde La pauvreté de l'expérience n'est pas l'expression d'une carence, mais d'une arrogance - l'arrogance de ne pas vouloir voir et bien moins encore valoriser l'expérience qui nous entoure, pour la seule raison qu'elle est en dehors de la raison avec laquelle on peut l'identifier et lui attribuer de la valeur » (Souza Santos : 2007, p. 14).

Ces considérations peuvent baliser une discussion au sujet des potentialités des territoires ruraux brésiliens et de bien d'autres dans le monde qui, il y a quelque temps, prodiguent à la société leurs expériences de construction d'alternativités. Cette discussion ne peut pas laisser de côté les limites et les contradictions de ces alternativités, mais, face à leurs problèmes, elle doit s'interroger sur leur sens présent, ce qui peut être résumé dans les questions suivantes : quelles relations sociales ont configuré leur passé, quels territoires les ont abritées ? Et quelles relations sociales marquent leur présent, quels territoires se sont créés pour leur vie d'aujourd'hui ? Quels échos ces expériences produisent-elles au delà d'elles-mêmes ? Plutôt que de fabuler sur leurs résultats dans l'avenir, il serait intéressant d'orienter l'analyse à les comprendre et réfléchir sur les moyens disponibles pour l'« expansion » de leur présent.

Bibliographie

BADIE, B. La fin des territoires. Paris, Fayard, 1996. 252 pages.

CÂNDIDO, Antonio. **Os parceiros do Rio Bonito**: estudos sobre o caipira paulista e a transformação dos seus meios de vida. 9^a. ed. São Paulo: Duas Cidades / Ed. 34, 2001.

CONCRAB - Confederação das Cooperativas de Reforma Agrária do Brasil. Caderno de Cooperação Agrícola n° 10. O que levar em conta para a organização do assentamento – a discussão no acampamento. São Paulo: CONCRAB, 2001.

CORTEZ e HORA. Proposta de Planejamento e Organização dos Assentamentos - PPOA – (cartilha). Brasília: Concrab, 2006a.

CORTEZ e HORA. A experiência da Comuna da Terra (cartilha). Brasília: Concrab, 2006b.

DRIS, Nassima (2007), Territoires et territorialités. Regards pluridisciplinaires, dans Innovations et sociétés (3), revue publiée par le Groupe de recherche innovations et sociétés de l'Université de Rouen et les Éditions L'Harmattan)

FERREIRA, Angela et al. Resistência e empoderamento no mundo rural. Revista Estudos Sociedade e Agricultura, Rio de Janeiro, CPDA/UFRRJ, abril de 2007, vol 15, n.1, pp 122-159.

FONTAN, Jean-Marc (2007). Point de vue écologique critique et prospectif sur la place de l'économie plurielle dans le développement local des territoires. Home-page: Colóquio Internacional sobre DRTS, na UFSC em 2007.

FRANCISCO, Edna Cristina. **Agricultura familiar em área de proteção ambiental:** estratégias de reprodução de um modo de vida. Anais do II Encontro da ANPPAS, Indaituba/SP, 2004. Disponível no site: <[http://www.anppas.org.br/encontro_anual/encontro2/ GT/GT05/edna_francisco.pdf](http://www.anppas.org.br/encontro_anual/encontro2/GT/GT05/edna_francisco.pdf)>. Acesso em 14/04/2008.

GUIGOU, Marion, *Aménager la France de 2020. Mettre les territoires en mouvement*, Paris, La Documentation française, 2000, 88 p.

HAESBAERT, Rogério. O mito da desterritorialização: do fim dos territórios à multiterritorialidade. Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 2006. 396 p.

HORA, K.E.R. (2003). *Aqui e Acolá: Territorialização e a construção do lugar – um debate entre assentamentos de reforma agrária e empreendimentos do Banco da Terra em Goiás.* (Dissertação de Mestrado). Goiânia: UFG/IESA.

JEAN, Bruno. *Le développement territorial : une discipline scientifique émergente* . 2008. (mimeo).

MANÇANO, Bernardo. *A territorialização do Movimento dos Trabalhadores sem terra no Brasil.* São Paulo: Ática., 1996

PETROBRAS. **Projeto Iguatu:** redesenhando a gestão dos recursos hídricos na agricultura familiar através da agroecologia. Disponível no site: <<http://www2.petrobras.com.br/ResponsabilidadeSocial/portugues/PetrobrasAmbiental/ProjetoIguatu.asp>>. Acesso em 25/04/2008.

POUBEL, Rafael de Oliveira. **Hábitos alimentares, nutrição e sustentabilidade:** agroflorestas sucessionais como estratégia na agricultura familiar. Dissertação de Mestrado do Centro de Desenvolvimento Sustentável da Universidade de Brasília – UNB. Defesa em 23/03/2006. Disponível no site: <http://bdtd.bce.unb.br/tesesimplificado/tde_busca/arquivo.php?codArquivo=743>. Acesso em 25/01/2008.

RAFFESTIN, Claude. *Geografia do Poder.* São Paulo: Ática. 1993.

RAUBER, Isabel (2003) *América Latina: Movimientos sociales y Representación política.* Edição digital em: www.rebellion.org.

RAUBER, Izabel (2003). *Construcción de poder desde abajo: claves para una nueva estrategia.* Edição digital em: www.rebellion.org.

REDE ECOVIDA. **Quem somos?** Disponível no site: <<http://www.ecovida.org.br/?sc=SA002&stp=STP0002>>. Acesso em 13/03/2008.

REPORTERECO. TV CULTURA. **Agricultor investe em agrofloresta e troca a monocultura pelo cultivo diversificado.** São Paulo: TV Cultura, 17/10/2004. Disponível no site: <http://www2.tvcultura.com.br/reportereco/materia.asp?materiaid=123>. Acesso em 12/03/2008.

SACK, Robert David. *Territorialidade humana: sua teoria e história.* Cambridge: Cambridge University Press, 1986.

SANTOS, Milton. *Espaço e método.* São Paulo: Hucitec. 1978.

SANTOS, Milton e SILVEIRA, Maria Laura. *O Brasil: território e sociedade no início do século XXI.* Rio de Janeiro: Record. 2001.

SANTOS, Milton. *A natureza do espaço.* São Paulo: EDUSP, 2006.

SANTOS, Milton e BECKER, Bertha (org.) Território, territórios: ensaios sobre o ordenamento territorial. Rio de Janeiro, Lamparina, 2007, 409 p.

SANTOS, Milton. Por uma outra globalização: do pensamento único à consciência universal. Rio de Janeiro: Record, 2008.

SOUSA SANTOS, Boaventura Sousa. Pela mão de Alice; o social e o político na pós-modernidade. São Paulo: Cortez, 2006.

SOUSA SANTOS, Boaventura . Por uma sociologia das ausências e uma sociologia das emergências. Pag web do autor: 2007.

VEIGA, José Eli. Destinos da ruralidade no processo de globalização. Revista Estudos Avançados 18, 2004. p. 51-67.